



Feuille de route de la coalition

Accès aux financements des acteurs non-étatiques africains

CGLU / CGLU-A, FMDV, GERES, Mali – Folkecenter – Neytaa, WECF

Cette feuille de route 2021/2022 vise à stimuler une logique dynamique en route vers le prochain Sommet Climate Chance - Afrique où pourront être présentés les nouveaux objectifs ainsi que des exemples concrets (en annexe) pouvant influencer la révision des Contributions Déterminées au niveau National (CDNs) prévues pour la COP26 en novembre.

I – OU EN SOMMES-NOUS ?

Le manque de ressources financières pour la mise en œuvre des CDN africaines est exprimée par tous comme étant une barrière majeure. Cela était le cas en 2018 lors du premier atelier de la coalition, mais également en 2020 lors de l'atelier virtuel qui a eu lieu en juillet.

L'année 2020 a notamment été marquée par la pandémie Covid-19 qui a impacté le travail de beaucoup d'acteurs de la coalition, notamment dans leur recherche des financements. Certains acteurs locaux, ont exprimé l'importance de la collecte des données sur les projets de terrain. D'après ces acteurs, le manque de données peut freiner l'accès aux financements et donc la collecte doit absolument être assurée en temps de pandémie.

Les flux financiers internationaux pour le climat et la biodiversité

D'après des données de Climate Funds Update¹, les fonds les plus importants opérant en Afrique Subsaharienne sont le Fonds Vert pour le Climat (1 326 millions \$) suivis du Fonds pour les pays les moins avancés (783 millions \$), le Clean Technology Fund (496 millions \$) et le Fonds pour l'Adaptation (264 millions \$). Il est important de noter qu'environ 43% des fonds alloués sont dédiés à l'adaptation dans la région, soit 2 127 millions \$. Les autres secteurs recevant les fonds sont l'atténuation (générale) et l'atténuation REDD. Ces fonds sont importants et en constante augmentation, mais il faut signaler que la distribution de ces derniers dans la région fait apparaître quelques disparités. L'Afrique du Sud a reçu 616,6 millions \$, une somme notablement plus élevée que celle allouée à la Somalie, l'Afrique centrale, le Tchad, le Botswana qui ont tous reçu des sommes égales ou inférieures à 30 millions \$.

D'après une étude sur l'Égalité des sexes et financement climatique du Climate Funds Update², *“Les considérations sur l'égalité des sexes n'ont pas été intégrées d'emblée à la conception et à la mise en place de la plupart des mécanismes de financement climat.”* Nous pouvons noter que fonds importants mentionnés ci-dessus tels que le Fonds Vert pour le Climat et le Fonds pour l'Adaptation ont adopté des nouvelles politiques Genre afin d'intégrer et renforcer la prise en compte du genre dans les financements. Bien que ces fonds disposent de politique Genre, un suivi rapproché sur le terrain est indispensable pour s'assurer d'une mise en œuvre apportant des réponses Genre.

En 2021, la mobilisation de nouveaux financements pour la protection et la conservation de la biodiversité est un thème important qui sera traité dans plusieurs grands événements

¹ Funds operating in Sub-Saharan Africa <https://climatefundsupdate.org/data-dashboard/regions/>

² Climate Funds Update “Egalité des sexes et financement climatique” (2018) <https://climatefundsupdate.org/publications/gender-and-climate-finance/>



diplomatiques dont la COP15 sur la biodiversité, le congrès de l'UICN et la COP26. Cette urgence a également été traitée lors du One Planet Summit en janvier 2021. Selon des études approuvées par les Nations unies, 700 milliards de dollars supplémentaires par an sont nécessaires afin d'inverser la tendance à la destruction du monde naturel par l'homme.

D'après The Nature Conservancy et 15 autres institutions, les solutions basées sur la nature peuvent fournir jusqu'à 37 % des réductions d'émissions nécessaires d'ici 2030 pour maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 2°C. Cependant, seuls 3 % des financements internationaux pour le climat entrent dans cette catégorie, la majeure partie des fonds est destinée à réduire les émissions liées à l'utilisation de l'énergie.

Accès des acteurs non-étatiques aux financements climat et pour la biodiversité

Si les Etats africains ont des difficultés à accéder à la finance climat internationale, la situation est encore plus complexe pour les acteurs non-étatiques. A titre d'exemple, en 2016, seuls 3% des financements multilatéraux d'adaptation (soit 197 millions USD sur 6,2 milliards USD à l'échelle de la planète) ont été attribués à des bénéficiaires issus du secteur privé et moins de 10% des financements climat internationaux sont dédiés à des investissements climat locaux (Soanes et al, 2017 cité dans la stratégie sectorielle villes du Fonds vert des Nations unies pour le climat). Les membres de la coalition soulèvent plusieurs constats : cela peut être dû aux difficultés d'ordre politique qui peuvent surgir avec les collectivités territoriales, le manque de confiance envers les acteurs non-étatiques, le manque de reconnaissance des inégalités structurelles de genre, etc.

Un enjeu souligné lors de l'atelier virtuel de juillet 2020 est la difficulté d'accès aux financements climat notamment dû aux sources de financements « trop importantes » qui rendent difficile l'accès aux plus petites organisations. C'est le cas par exemple au Bénin dans le Département des Collines où 6 communes se sont regroupées en intercommunalité dès 2009 autour d'un Projet de territoire à horizon 2040, dirigé par le Groupement Intercommunal des Collines (GIC). Malgré plusieurs années d'accompagnement technique par des experts nationaux et internationaux, le GIC peine à mobiliser des financements multilatéraux climat et s'est notamment vu refuser des financements du Fonds d'adaptation et du Fonds Climat de la Banque Africaine de développement. Ce processus est rendu encore plus complexe en période de crise.

Face à ces difficultés, le FMDV, co-pilote de la coalition, met en œuvre des actions structurantes pour lever les freins de l'accès au financement par les collectivités locales :

1. **Plaidoyer international et coalitions multi-acteurs** : le FMDV a obtenu des avancées sur la réforme de l'architecture de la finance climat des villes dans la feuille de route « Établissement humains » du Partenariat de Marrakech pour l'action climatique globale adoptée en décembre 2020 sous l'égide des Champions de Haut niveau de la COP. Dans le cadre de CCFLA, il co-préside le groupe de travail sur la préparation de projets et pilote une étude sur les mécanismes d'agrégation pour renforcer la finance climat des villes.
2. **Assistance technique et ingénierie financière en appui aux gouvernements nationaux, locaux et organisations régionales** : dialogues politiques multi-acteurs et accompagnement de réformes institutionnelles sur le financement des villes (Ouganda, zone UEMOA). Développement de hubs nationaux d'expertise financière (Maroc) et soutien aux Subnational development banks (réseau des institutions africaines de financement des collectivités locales - RIAFCO). Ce soutien aux intermédiations financières et mécanismes d'agrégation (agrégateur carbone par exemple) vise à accompagner la structuration de pipelines de projets urbains, la diversification des sources de financement et la structuration des marchés municipaux sur le long terme.



3. **Préparation de projets : coaching de projet** sur l'accès aux financements (amélioration de la présentation technique et financière des projets) et **matchmaking** (dialogue avec les partenaires techniques et financiers) – programme d'accompagnement des coopérations décentralisées dans la zone UEMOA .
4. **Développement de living labs** : laboratoires urbains visant à tester à petite échelle des solutions techniques et financières et leur appropriation par les acteurs locaux avant d'engager des investissements urbains (Kampala, Nouakchott).
5. **Lancement d'un Fonds d'investissement pour les villes** : (IMIF - International Municipal Investment Fund) avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF), CGLU et Meridiam. Ce fonds, qui vise une capitalisation à hauteur de 350 millions d'euros permet d'appuyer la préparation de projets des collectivités locales et d'investir dans des services et infrastructures urbaines dans les pays en développement et émergents.

Des partenaires africaines de WECF, co-pilote de la coalition, et membre de la WGC, coordonnent un réseau d'observateur.trices Genre de Fonds Vert, qui assurent un suivi-évaluation des projets financés par ce Fonds, en particulier sur leur intégration de l'égalité de genre. Ce réseau est accrédité auprès du Fonds Vert, et son travail de suivi lui permet d'évaluer les projets depuis leur soumission au Fonds jusqu'à leur mise en œuvre. Les observateur.trices partagent les résultats de ces évaluations et leurs recommandations avec les membres de notre coalition à l'occasion des ateliers et des Sommets de Climate Chance.

II – OU SOUHAITONS-NOUS ALLER ?

Lors du premier Atelier ayant eu lieu à Abidjan en 2018, les participants se sont accordés sur deux objectifs généraux, portant essentiellement sur l'activation des synergies. L'**objectif 1** : Améliorer la diffusion de l'information sur les financements climat et pour la biodiversité disponibles auprès des acteurs non-étatiques et l'**Objectif 2** : Améliorer le cadre de partenariat entre acteurs étatiques et acteurs non-étatiques (juridique, financier, etc.) recommandant une action urgente de tous. Ces deux objectifs restent essentiellement d'actualité.

Les sous-objectifs dans la diffusion de l'information :

- La valorisation des guides existants sur l'accès aux financements via le portail de l'action climatique de Climate Chance afin de vulgariser le langage dans les financements climat et biodiversité. Des ressources bibliographiques en français et en anglais, relatives aux sources de financement disponibles pourront être accessibles à tous www.climate-chance.org
- L'identification continue des opportunités de financements accessibles via une cartographie collaborative sur une plateforme adossée au site de Climate Chance (Cf: Partie III - Le portail des financements)
- Partage ponctuel des informations relatives aux financements climat via la liste de diffusion de la coalition.

Les sous-objectifs des partenariats entre acteurs étatiques et non-étatiques :

- Travail sur les messages de plaidoyer des acteurs non-étatiques pour faire avancer cette question du financement des CDN par les Etats eux-mêmes.
 - Le rôle des Etats africains eux-mêmes est souligné par les membres de la coalition. Il faut pousser pour que la mobilisation de sources de financement locales soit une priorité. Parfois les cadres juridiques et réglementaires existent, mais ne sont pas appliqués (cf. exemple du nouveau Code Minier en Guinée). Nous pouvons noter ici



l'existence des mécanismes de fonds climat gérés par les Etats eux même, afin de mettre en place les fonds climat à l'échelle des petits porteurs de projets.³

- D'autres éléments de plaidoyer sont portés par les membres de la coalition : notamment l'intégration des droits humains, la réduction des inégalités et l'augmentation des flux financiers en direction des pays en développement. Ce plaidoyer pourra être mené dans le cadre du suivi du Sommet Finance en Commun.
- Accompagnement des porteurs de projets dans leur recherche de financements
 - Les bailleurs de fonds soulignent régulièrement avoir des difficultés à identifier les bons projets climat. Cela est dû d'une part à la soumission de projets qui « ne parlent pas le langage du bailleur », y compris sur l'ingénierie financière et renvoient aux besoins de renforcement de capacités des porteurs de projets. D'autre part à l'insuffisance de liens entre porteurs de projets et financeurs.

II – COMMENT SOUHAITONS-NOUS Y ALLER ?

Sans animateur dédié à 100% à cette coalition, le renforcement de sa dynamique repose essentiellement sur la volonté de ses membres. Les objectifs définis en 2018 ont été partiellement atteints, et nous avons l'opportunité virtuelle de s'accorder sur les prochaines priorités en fonction des besoins des membres.

A ce titre, il est proposé de cibler deux ou trois actions à inclure dans la feuille de route 2021/2022 pour être réalistes et de façon à pouvoir mesurer les progrès.

- **Objectif 1 : Diffusion de l'information**

Depuis la mise en place d'une liste de diffusion financements.climat.Af@climate-chance.org destinée à favoriser les échanges entre acteurs ayant participé à l'atelier, Climate Chance diffuse régulièrement des informations pertinentes relatives à l'accès aux financements climat (opportunité de financements, appels à projets, opportunités de formation, événements intéressants, etc.). Aujourd'hui, cette liste de diffusion composée de plus de 400 membres est essentiellement animée par l'équipe Climate Chance, ce qui reste insuffisant. **Les membres de la coalition sont vivement invités à partager toute information pouvant être utile pour les autres membres.**

- **Objectif 2 : Terminer l'Étude de préfiguration pour le « Portail des financements climat pour les acteurs non-étatiques »**

Depuis 2018, la demande phare des membres de la coalition financements est d'avoir un outil permettant de visualiser de manière claire et simple l'ensemble des opportunités de financements accessibles dans la région et pour les acteurs non-étatiques.

Pour cette raison, Climate Chance a débuté une étude de préfiguration sur un potentiel portail qui pourra répertorier l'ensemble de ces opportunités, en anglais et en français. Cette étude de

³ Quelques exemples de fonds climat gérés directement par les Etats : le Fonds national pour l'Environnement et le Climat – Bénin, le Fonds Climat - Mali, le Climate Resilient Green Economy – Ethiopie, le Fonds National pour le Climat et l'Environnement – Rwanda, le Fonds Vert – Afrique du Sud, le Fonds d'Intervention pour l'Environnement au Burkina



préfiguration permet notamment de mesurer les ressources humaines et le temps nécessaire pour un fonctionnement efficace du portail.

-> *Un test en 2021 avec un portail des financements intégré dans le site ?*

- **Objectif 3 : Mapping des acteurs**

Nous proposons que les membres de la coalition effectuent en continu un mapping d'acteurs intéressants, de bonnes pratiques en termes d'accès aux financements et de retours d'expériences sur la recherche de financements. Les membres de la coalition pourront communiquer ces éléments à l'Association Climate Chance qui se chargera de les mettre en valeur dans son Portail de l'action climat et dans sa Bibliothèque de ressources documentaires thématiques notamment pour les guides sur l'accès aux financements.

Les ateliers virtuels pourront servir pour intégrer de nouveaux membres et faire grandir la communauté.

Des idées à creuser courant 2021 :

- La réalisation et publication d'études de cas sur les tentatives heureuses ou pas de mobiliser des financements par les acteurs non-étatiques, pour approfondir l'analyse des freins et servir une dynamique de plaidoyer.
- Mise en place de formations dédiées sur les mécanismes de financement climat pendant le prochain Sommet Climate Chance ou sous forme d'ateliers virtuels. Les coordinatrices du réseau Genre du Fonds Vert ainsi que les co-pilotes de la coalition pourraient contribuer à ces formations.